

← Discussion



LucAI
@mclucal

...

La R&D privée en France est faible parce qu'il n'y a que peu d'innovateurs dans le pays, ce qui a dégradé la compétitivité nationale. Le guignol en chef des économistes Philippe Aghion (accompagné de Céline Antonin) a encore frappé...

« Le décrochage de la France en matière d'innovation a largement contribué à sa perte de compétitivité »

TRIBUNE
Philippe Aghion
Céline Antonin
Économistes

Les économistes Philippe Aghion et Céline Antonin prouvent, dans une tribune au « Monde », une forte augmentation du financement et des rémunérations dans la recherche française.

Publié aujourd'hui à 18:05, mis à jour à 18:05 · 1 lecture 2 min

Article réservé aux abonnés

La France souffre de deux principaux écueils : la faiblesse des financements alloués aux chercheurs et la faiblesse de leur rémunération. La dépense de R&D financée par l'État est comparable aux États-Unis et en France (37 % du PIB), et légèrement plus élevée en Allemagne (39 %). Mais ce qui fait la force des États-Unis, ce sont tous les autres financements alloués à la recherche fondamentale par des agences publiques (National Science Foundation, National Institute of Health, NASA, Defense Advanced Research Projects Agency...) et des institutions de mécénat. Les trois plus grandes de ces institutions disposaient d'un budget de 78 milliards d'euros pour la recherche en 2022, contre 11 milliards en France pour l'ensemble des grands opérateurs de recherche. Enfin, d'après l'Economic Research Institute, un professeur d'université gagnerait 45 % de plus que le salaire moyen en France, contre 63 % en Allemagne et 77 % aux États-Unis. Cela se traduit par une moindre attractivité des métiers de la recherche et un exode des cerveaux.

Lire aussi : Plan France 2030 : du début à la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron, le pari de l'innovation

Du côté de la R&D privée, la part des entreprises réalisant de la R&D est faible en France : elles ne sont que 25 000 sur plus de 4 millions d'entreprises. Sur les vingt dernières années, le poids des groupes français a baissé d'un tiers dans le classement mondial des plus grands investisseurs privés en R&D. Parmi les 10 premiers, on compte 10 entreprises américaines, 4 allemandes et aucune française. Ce recul repose surtout sur l'absence de nouveaux innovateurs français : la France se prive ainsi de nouvelles entreprises « disruptives », celles qui sont les plus dynamiques en matière d'emploi et de croissance.

Plus généralement, la France souffre de ne pas avoir su créer un écosystème – universités, incubateurs, investisseurs institutionnels, capital-risqueurs, mécènes et agences publiques – qui lui permettrait d'être initiatrice et non suiviste dans les révolutions technologiques à venir. Pour autant, cela ne signifie pas qu'il faille copier le modèle américain les yeux fermés. Les États-Unis sont certes à la pointe de l'innovation, mais le niveau d'inégalité de revenus et le taux de pauvreté y sont nettement supérieurs à ceux de l'Allemagne, des pays scandinaves et de la France. C'est pourquoi nous croyons en une troisième voie, faisant coexister ce qu'il y a de mieux dans le modèle américain – en particulier un écosystème favorable à la recherche et à l'innovation – avec ce qu'il y a de bon dans le capitalisme européen, plus protecteur, afin de ne laisser personne au bord du chemin.

Philippe Aghion est professeur au Collège de France et à l'Insead ; Céline Antonin est économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE-Sciences Po).

7:38 PM · 11 nov. 2022 · Twitter for iPad

2 Retweets 10 J'aime



Tweetez votre réponse.

Répondre



LucAI @mclucal · 11 nov.

...

En réponse à @mclucal

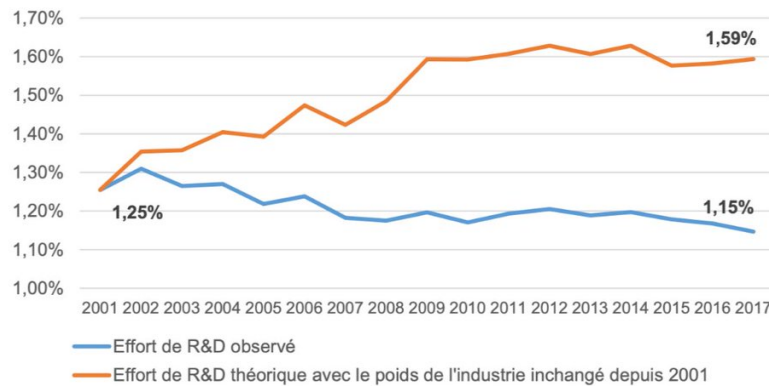
Pour comprendre cette faiblesse de la R&D privée en France, on se rapportera plutôt aux travaux de gens sérieux : @IresFr.



LucAI @mclucal · 10 nov.

Le CIR (crédit d'impôt recherche) ne peut pas atteindre son objectif (être efficace) car il est implanté dans une France désindustrialisée. En effet, l'industrie est le secteur d'activité le plus intense en recherche et développement (R&D). Et le CIR ne réindustrialise pas.

Afficher cette discussion



G. 3.9. Évolutions empiriques et théoriques de l'effort de R&D des branches industrielles (en % du PIB)

Source : graphique réalisé par France Stratégie, données : dépenses de R & D, MESRI-DGESIP/DGRI-SIES, État de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en France, Édition 2020, et valeur ajoutée par branche d'activité, Insee

En définitive, il résulte que le coût des aides publiques aux entreprises dédiées à l'innovation est d'autant plus lourd que l'effet d'entraînement est *de facto* réduit par la structure même du tissu productif français. En effet, cette structure est marquée par la faiblesse, comparativement à l'Allemagne, et le déclin de l'industrie manufacturière et de l'industrie de moyenne-haute technologie. Conséquence logique de la désindustrialisation, notre production de richesse dépend de moins en moins de l'industrie ; la valeur ajoutée créée est de moins en moins industrielle. De ce fait, le potentiel de dépenses en R&D est bridé, car il s'agit du secteur le plus intense en R&D. La désindustrialisation nous coûte ainsi non seulement en emploi mais aussi en nous poussant à mettre en place des dispositifs de soutien public à l'innovation pour atteindre – ou plutôt tenter d'atteindre – les objectifs européens en matière de part de PIB consacrée à la recherche. La désindustrialisation réduit *de facto* la force du multiplicateur keynésien, car l'effet de levier présupposé ne se déclenche pas. Les aides publiques dédiées à l'innovation ne peuvent donc pas résoudre l'enjeu de fond : le déclin du secteur industriel dans l'économie française. Mener une véritable politique industrielle serait plus efficace pour augmenter la part privée de financement de la recherche tout en permettant de redynamiser le tissu économique et la création d'emploi.



4



j.stiglitz @Hakim_psg · 11 nov.

...

En réponse à @mclucal

Tu insultes celui qui a fait nos programmes en science éco quand même... on a les macroéconomistes spécialistes de la croissance qu'on mérite



1



LucAl @mclucal · 11 nov.

...

En réponse à @Hakim_psg

Tu sais, j'ai un respect infini pour Bruno Amable, dont les travaux m'ont toujours impressionné et ont infligé pendant un long moment une série de camouflets à ce sombre individu obscurantiste.



1





j.stiglitz @Hakim_psg · 11 nov.



En réponse à @mclucal

Que penses-tu de M.Aglietta et de R.Boyer ?



1



LucAI @mclucal · 11 nov.



En réponse à @Hakim_psg

Qu'ils vieillissent l'un et l'autre très mal. Avant, ils ont de bonnes analyses, même si pas totalement convaincantes.



1



j.stiglitz @Hakim_psg · 11 nov.



En réponse à @mclucal

Est-ce que t'aurais des ouvrages qui expliquent le raté de la politique de relance de Mitterrand en 81 et les deux points de vue? Libéraux : mondialisation et politique keynésienne = impossible
Hétérodoxes : politique éco pas assez poussée



1



1



LucAI @mclucal · 11 nov.



En réponse à @Hakim_psg

Je n'ai pas lu de bouquin « libéral » sur cet épisode. De l'autre côté, La résistible ascension du néolibéralisme de Bruno. Quelques ressources dans ce fil aussi.



LucAI @mclucal · 9 mai 2021

Nouvelle pépite d'histoire économique du duo @RomaricGodin @fab_escalona. Sur les décisions des socialistes à leur arrivée au pouvoir en 1981 jusqu'à la rigueur en 1983. Leurs mauvais choix n'étaient pas contraints par des « réalités économiques ».
mediapart.fr/journal/france...

Afficher cette discussion



1



j.stiglitz @Hakim_psg · 12 nov.



En réponse à @mclucal

Merci !



1



